

FASCISME À LA FRANÇAISE OU FASCISME INTROUVABLE ?

Michel Winock

Gallimard | *Le Débat*

1983/3 - n° 25
pages 35 à 44

ISSN 0246-2346

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-le-debat-1983-3-page-35.htm>

Pour citer cet article :

Winock Michel, « Fascisme à la française ou fascisme introuvable ? »,
Le Débat, 1983/3 n° 25, p. 35-44. DOI : 10.3917/deba.025.0035

Distribution électronique Cairn.info pour Gallimard.

© Gallimard. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Michel Winock

Fascisme à la française ou fascisme introuvable ?

Depuis longtemps, l'historiographie de la France contemporaine avait diagnostiqué notre allergie nationale au fascisme. Ce produit d'importation avait pu faire quelques adeptes — mais beaucoup moins que le yo-yo ou le charleston. On avait usé et abusé du mot, c'était une injure commode pour flétrir l'adversaire conservateur ou réactionnaire ; en fait, on n'avait jamais connu qu'un fascisme larvé, des imitations groupusculaires, au pire un fascisme de gendeletrés sans conséquence directe sur notre destinée politique. Or, depuis quelques années, nous ressentons l'impression toute contraire, que la patrie de Jaurès et de Clemenceau aurait offert aux idées fascistes leur plus fertile terrain de culture ; c'est là qu'elles seraient nées ; c'est de là qu'elles auraient gagné l'Italie et le reste de l'Europe. Plus que toute autre, l'œuvre de Zeev Sternhell nous a sommés de dissiper une illusion, fruit probable d'une autocensure¹.

Ainsi, Z. Sternhell a remis en question l'étude classique de René Rémond sur *Les Droites en France*². Celui-ci avait montré la naissance, la coexistence et la continuité de trois droites distinctes : légitimiste (ou traditionaliste), orléaniste (ou libérale), bonapartiste — trois courants qui pouvaient, au fil des ans, entremêler leurs eaux, mais dont on repérait continûment l'identité. Pour Sternhell, ce schéma acceptable jusqu'aux débuts de la III^e République ne fonctionne plus à partir du boulangisme. Car, et voici sans doute ce que l'historien de Jérusalem a démontré avec le plus de force, dans l'avant-dernière décennie du siècle, une *nouvelle droite* émerge, dont les premières manifestations sont l'antisémitisme populaire, animé par Drumont, et le mouvement plébiscitaire, incarné par Boulanger.

Des conditions nouvelles ont concouru à l'éclosion de cette droite nouveau style, dont on peut suivre les avatars jusqu'à la guerre de 1914 : la victoire définitive des républicains contre les monarchistes et les cléricaux, le régime des libertés publiques, les débuts réels du mouvement ouvrier, les difficultés économiques et les inquiétudes existentielles de la petite bourgeoisie... L'ère des masses commence. Le jeu politique

1. Notamment : Maurice Barrès et le *Fascisme français*, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1972 ; *La Droite révolutionnaire, 1885-1914*, Ed. du Seuil, 1978 ; *Ni Droite ni Gauche, l'idéologie fasciste en France*, Ed. du Seuil, 1983.

2. R. Rémond, *Les Droites en France*, Aubier, dern. éd., 1982.

Le livre de Zeev Sternhell, *Ni Droite ni Gauche, l'idéologie fasciste en France*, a suscité dès sa parution, au début de cette année, une discussion lourde d'enjeux, à laquelle Michel Winock apporte ici sa contribution.

Michel Winock est notamment l'auteur de *Histoire politique de la revue « Esprit » (1930-1950)*, Éd. du Seuil, 1975, et de *Édouard Drumont et Cie, antisémitisme et fascisme en France*, Ed. du Seuil, 1982.

Cet article est paru en mai 1983 dans le n° 25 du *Débat* (pp. 35 à 44).

Michel Winock
Fascisme à la française
ou fascisme introuvable ?

n'est plus circonscrit à la société des notables et à la vigilance des préfets. Le journal quotidien devient un produit de consommation courante. La politique s'affiche, passionne et descend dans la rue. L'opinion est à prendre. Les « honnêtes gens », comme on disait sous Thermidor, sont la minorité ; la « populace » a le droit de vote. Aussi, pour Sternhell, les trois droites de R. Rémond ne sont plus que deux, à la fin du siècle dernier : il reste une droite conservatrice, plus ou moins libérale, ralliée aux institutions parlementaires, appuyée sur les solidarités traditionnelles, et cette nouvelle droite, aux aspirations révolutionnaires, une droite encanaillée, antibourgeoise, voire prolétarienne, qui rêve d'abattre la République parlementaire, au nom des vertus patriotiques et plébéiennes.

Cette nouvelle droite a eu, on n'ose pas dire son théoricien, mais son poète en la personne du jeune Barrès — non le conservateur en habit vert du temps de l'Union sacrée — mais le député boulangiste, le journaliste de *La Cocarde* (fondée en 1894), celui qui déclarait aux électeurs de Nancy : « Il s'agit d'avoir une République soucieuse des intérêts démocratiques des Travailleurs, des malheureux, en place de cette oligarchie de bourgeois. »

Cette nouvelle droite a eu ses organisations de combat : la Ligue des Patriotes de Déroulède, éloigné de ses origines gambettistes ; les « Amis de Morès », ces bouchers de La Villette en uniforme qui perturbent les réunions de gauche ; la Ligue antisémitique de Jules Guérin... Elle a eu ses organisations syndicales : les Jaunes, de Biétry, qui, pendant quelques années, défendent la collaboration de classe sur une base ouvrière authentique. Elle a eu ses tribuns : un Drumont, consacré député d'Alger en pleine affaire Dreyfus, et mieux encore un Rochefort, vieil adversaire de Badinguet, ancien communard, rallié au nationalisme anti-sémite, faisant de ses calembours, à la une de *L'Intransigeant*, le bonheur peu exigeant du peuple antidreyfusard.

Si l'on y ajoute la combinaison des idées nouvelles que représentent le déterminisme raciste et les divers succédanés du darwinisme, qu'illustrent un Vacher de Lapouge, un Jules Soury ou un Gustave Le Bon, les attaques contre le positivisme et la vogue de Bergson, on découvre à quel point le panorama des idées courantes est bouleversé depuis le Second Empire. Les thèmes du sang, de la race, de l'instinct investissent le discours politique de cette droite qui rejette tous les « cosmopolitismes » d'Ancien Régime.

Mais — et voici peut-être l'endroit précis où l'on saisit la fécondation de l'idéologie fasciste — cette nouvelle droite ne se contente pas de disputer son public populaire à la gauche ; la voici qui tente un rapprochement, une union inattendue, qui doit sceller son alliance avec ce que Sternhell appelle une nouvelle gauche, et qu'il convient mieux de nommer une ultragauche, dans la mesure où celle-ci se refuse précisément au jeu de la gauche et de la droite, où elle méprise les enjeux électoraux et parlementaires, où elle se proclame (syndicaliste) *révolutionnaire*. L'Action française, née de l'affaire Dreyfus, a effectivement tenté une « O.P.A. » sur la C.G.T., au moment où ses militants en grève affrontaient les troupes de Clemenceau, sur les chantiers de Draveil et du côté de Villeneuve-Saint-Georges. O.P.A. qui échoue mais qui laisse quelques traces. Sternhell s'est attaché à suivre surtout l'opération qui lui paraît de la plus haute portée : les rencontres et les projets communs de Georges Sorel, d'Édouard Berth, théoriciens de l'héroïsme syndical, et de Georges Valois, économiste de l'A.F., un moment encouragé par Maurras, à la recherche d'une caution ouvrière. L'idée d'une revue commune, *La Cité française*, « antidémocratique et anticapitaliste », ne dépasse pas les premières ébauches, mais un Cercle Proudhon, animé par Valois et Berth, tient sa première réunion en décembre 1911 ; il édite des *Cahiers*, dont le premier numéro paraît en janvier 1912, à propos de quoi Valois dira en 1927 : « Ce fut la première tentative fasciste en France. » Publiant en 1914 *Les Méfaits des intellectuels*, Berth écrit de son côté : « Deux mouvements synchroniques et convergents, l'un à

l'extrême droite, l'autre à l'extrême gauche, ont commencé l'investissement et l'assaut de la démocratie ; pour le salut du monde moderne et la grandeur de notre humanité latine³... »

La lecture de ces *Cahiers* et d'un certain nombre d'écrits contemporains de Sorel et de Berth nous incite effectivement à identifier ce qu'on peut bien appeler un préfascisme. On y rencontre l'exaltation des vertus guerrières et du nationalisme, la condamnation de la philosophie des droits de l'homme, le mépris du parlementarisme, l'anticapitalisme, l'antisémitisme, et, plus encore, une insurrection éthique contre la décadence et l'appel à l'héroïsme : « L'humanité, écrit Berth, toute confite en amour et douceur — ce sont généralement d'ailleurs les époques de grande corruption —, va tomber en quenouille ; il faut alors que la violence et la guerre la rappellent à un sentiment plus sain et plus viril de la réalité. » Et Berth de préciser le programme : « Mais la violence appelle l'ordre, comme le sublime appelle le beau ; Apollon doit compléter l'œuvre de Dionysos⁴. »

Ces tentatives, qui ont eu leur répondant en Italie⁵, où Sorel compte de nombreux admirateurs, sont restées en France, comme le reconnaît Sternhell lui-même, au stade des expériences de laboratoire. Il n'empêche — et quelles que soient les variations postérieures d'un Sorel (célébrant Lénine avant de mourir), d'un Berth (revenant au syndicalisme révolutionnaire après être passé par le communisme) ou d'un Valois (mourant dans un camp de déportation nazi) —, la France a connu les signes réels et a formulé quelques-unes des premières théories d'un fascisme avant la lettre. Aussi, lorsque Georges Valois fonde son Faisceau en 1925, il est fondé à dire, lui mieux que personne, qu'il n'est pas en train d'imiter Mussolini, qu'au contraire c'est Mussolini qui a pris à la France l'idée — sinon le mot — du fascisme : « Le père intellectuel du fascisme, dit-il, c'est Georges Sorel »⁶, et encore : « Avant la guerre, bien avant, il y a quelqu'un qui a pressenti le fascisme, qui lui a donné sa première expression, c'est Maurice Barrès⁷... » Valois, chemin faisant, définissait ainsi « la grande originalité du fascisme » : « Réaliser la fusion des deux grandes tendances, le nationalisme et le socialisme, qui, au XIX^e siècle, ont été la première réalisation anti-individualiste des nations européennes⁸. »

Le Faisceau a la vie brève ; il ne résiste pas au retour de Poincaré au pouvoir. Z. Sternhell, dans l'excellent chapitre qu'il consacre au « fascisme naïf » de Valois, en analyse la raison principale : là, en France notamment, où la droite conservatrice a suffisamment de poids, la nouvelle droite fasciste « ne passe pas ».

Pourtant, tout n'est pas joué. Au contraire. Et quand bien même la République parlementaire saura résister à la crise générale des années trente, c'est au cœur de cette crise que les idées fascistes, sans dire leur nom, vont proliférer et imprégner profondément tous les courants de pensée en France. Toute l'originalité du travail de Sternhell est de passer vite sur le fascisme vulgaire — celui des manuels : groupuscules bottés, P.P.F. de Doriot, écrivains de *Je suis partout*, cagouleurs, sans parler de l'épouvantail Croix-de-Feu —, pour s'arrêter longuement aux ravages du fascisme inconscient, des fascistes-sans-le-savoir. Tour à tour, notre auteur passe à l'étamine les idées du socialiste belge Henri de Man, introduites en France par André Philip ; le développement du courant néo-socialiste derrière Marcel Déat ; l'idéologie planiste qui prend forme à la S.F.I.O. et surtout à la C.G.T., et de nous révéler l'une des sources aussi vive que méconnue du fascisme : le révisionnisme. Non pas la révision de Marx façon Bernstein ou façon Jaurès, car ce révisionnisme-là est resté démocratique — mais la révision du marxisme, soit par la gauche (jadis Sorel),

3. E. Berth, *Les Méfaits des intellectuels*, Marcel Rivière, 1914, p. 325.

4. *Ibid.*, p. 329.

5. Voir E. Santarelli, « Le socialisme national en Italie : précédents et origines », *Le Mouvement social*, n° 50, janv.-mars 1965.

6. G. Valois, *Le Fascisme*, Nouvelle Librairie nationale, 1927, p. 5.

7. *Ibid.*, p. 6.

8. *Ibid.*, p. 24.

Michel Winock
Fascisme à la française
ou fascisme introuvable ?

soit par la droite (de Man ou Déat), qui aboutit à un socialisme sans prolétariat et sans démocratie. À cette source de gauche, il faut ajouter cette source de droite qu'a été la révision symétrique du nationalisme conservateur, entreprise par les dissidents de l'Action française, appelant de leurs vœux la révolution spirituelle contre la France bourgeoise et décadente — cet « au-delà du nationalisme » se trouvant exprimé de la manière la mieux élaborée dans la revue *Combat*, où collaborent Thierry Maulnier, Maurice Blanchot, Pierre Andreu et quelques autres intellectuels représentatifs de la nouvelle droite. Ici et là, l'idéologie fasciste avance masquée : Sternhell la traque et la débusque jusque dans les revues faisant profession d'antifascisme, tel *Esprit*, la revue de Mounier, qui, par ses attaques contre la démocratie parlementaire, contre le libéralisme bourgeois et, simultanément, contre le marxisme stalinien, se trouve accusée d'avoir sapé d'avance la résistance au monstre.

Vérification par l'année 1940 : les révisionnistes de gauche — néos, planistes et autres transfuges du socialisme et du radicalisme (Déat, Marion, Marquet, Bergery, etc.) — rejoignent les néo-nationalistes de droite dans leur ralliement au vichysme, voire dans la Collaboration. Plus démonstratif encore : Emmanuel Mounier demande au censeur pétainiste l'autorisation de faire reparaître sa revue — ce qui lui est provisoirement accordé —, et notre philosophe personnaliste, dans la satisfaction qu'il éprouve de voir à terre le parlementarisme bourgeois et l'individualisme libéral, de donner ainsi sa caution à la Révolution nationale. Ces défaillances de l'an 1940 sont aux yeux de Sternhell comme autant de preuves *a posteriori* du travail de la révolution/contre-révolution, qui est à l'œuvre dans la pensée et la société française depuis la fin du XIX^e siècle : faute de mieux, la convergence de la gauche révisionniste et de la droite radicale a fini par accoucher de l'État français.

C'est à grands traits que je viens de résumer le propos de Zeev Sternhell ; je précise que ce *Ni Droite ni Gauche* représente un travail substantiel, dû à un remarquable chercheur, s'appuyant sur d'immenses lectures et des sources de première main. Ce n'est pas sur ce terrain professionnel qu'on lui cherchera querelle : son information est méticuleuse. Certains lecteurs, qui ont été jadis des acteurs, y sont allés de leur protestation indignée : « Non ! nous n'étions pas fascistes ! » Émotion inutile, puisque Sternhell se propose justement de démontrer que le fascisme n'était pas ou n'était qu'accessoirement là où il était dit ; qu'il était surtout actif sous ses formes inconscientes — dans son impensé fasciste. Aussi je ne crois pas que ce soit ni par une querelle des sources ni par des souvenirs d'anciens combattants qu'on peut entamer l'argumentation de l'auteur et du livre, auteur que j'admire et livre que j'estime assez pour l'avoir moi-même publié. C'est sur un autre plan qu'il me paraît nécessaire d'exprimer mon désaccord et d'engager le débat : celui tout à la fois de la méthode et de l'interprétation.

Une première remarque touche à la question des proportions. Il ne me semble pas douteux que les « idées fascistes » ont circulé en France ; il est plus discutable d'en exagérer l'importance. Si le principe unifiant de l'idéologie fasciste est bien, selon la formule de G. Valois, la synthèse du nationalisme et du socialisme, on doit se demander quels ont été concrètement les lieux de cette synthèse. À juste titre, Z. Sternhell nous parle du Cercle Proudhon, du Faisceau de Valois, de la revue *Combat*... Au total, des entreprises de médiocre influence ou de vie brève. Cette brièveté même ou leur nature confidentielle n'ont-elles pas *au moins* autant de sens que leur existence ? Tout spécialiste a naturellement tendance à valoriser sa *partie*, à en amplifier la portée, en la détachant d'un *tout*, où elle n'occupe objectivement qu'une place secondaire. C'est ainsi qu'on peut dire que l'antisémitisme a pris dans notre histoire contemporaine un poids spécifique plus élevé que le fascisme, dans la mesure où *La France juive*, *La Libre Parole* ou *La Croix* parlaient à des millions

d'individus — au lieu que les *Cahiers du Cercle Proudhon* ou le *Combat* de Thierry Maulnier n'atteignaient que quelques centaines d'initiés. Question de proportions encore quand, dans l'étude d'un auteur, on privilégie outrancièrement ce qui va dans le sens de la thèse, au préjudice du reste de l'œuvre qui va d'un autre côté. À ce sujet, les objections faites jadis à Zeev Sternhell par Raoul Girardet à propos de Barrès⁹, je ne doute pas que d'autres les lui feront à propos de Sorel ou d'Henri de Man. Je n'insiste pas sur ce point mais ne tenons pas pour négligeable cet effet de grossissement optique du sujet par le travail et le talent mêmes de l'auteur.

De la même manière, je me demande si Sternhell n'a pas mis trop de cohérence sur beaucoup de confusion. Recensant les cas de révisionnisme, de droite et de gauche, les critiques tous azimuts du libéralisme, du système parlementaire et du marxisme, notre auteur en arrive à formuler cette conclusion : « Le fascisme... possède un solide cadre conceptuel (...) Il constitue un système d'idées organisé pour diriger l'action politique, pour commander des choix concrets et pour façonner le monde » (p. 297). Or, cette « solidité » du cadre conceptuel est bien ce qui laisse le plus à désirer dans le cas du fascisme, même quand celui-ci se trouve canalisé dans un courant unifié comme en Italie. Autant le racisme nazi et le marxisme soviétique sont repérables à leur vulgate idéologique, autant le fascisme a cultivé et entretenu le flou. S'adressant à des clientèles diverses, il a tenu les discours les plus contradictoires. Comme le dit Sergio Romano : « Nous avons tendance à imaginer le fascisme comme un système cohérent, né, un peu comme Athéna, de la cuisse de Jupiter... C'est une erreur. C'est un système conditionné par les événements¹⁰. » Sans doute une fois au pouvoir le fascisme italien s'est-il cherché une légitimité culturelle et donné une légitimité idéologique. Les œuvres de B. Croce, de G. Gentile, de D'Annunzio, du Français Sorel, sont apparues par leur antipositivisme et leur néo-idéalisme comme autant de jalons dans la marche triomphale du Duce. Au pays de Gramsci, on ne peut dénier au mouvement des idées un rôle actif dans le processus historique, du moins doit-on noter le caractère très éclectique de cette culture préfasciste, qui ne prend ce sens-là que par rétrodiction.

À lire Sternhell, on a l'impression que toute pensée, toute publication, tout individu, qui, dans la France des années trente, se refuse aux idées reçues et aux structures héritées, contribue peu ou prou à l'imprégnation du fascisme. En fait, il convient de se demander si les antirévissionnistes de tous les camps, si toutes les vestales du temple républicain et du temple marxiste, n'ont pas été, à leur manière, coresponsables du drame final. J'y reviendrai. Pour le moment, tout en sachant que la fonction de l'historien est de mettre du rationnel dans l'apparence chaotique du passé, je conteste la cohérence d'un fascisme français, laquelle ne saurait être qu'une construction *a posteriori*, à partir d'éléments épars et hétérogènes, qu'aucun mouvement politique n'a jamais pu rassembler ni unifier durablement.

Cette cohérence cristallisée, l'auteur ne la met pas seulement dans la structure ; il la fixe aussi dans la durée. Tout se passe, en effet, comme si le fait de rompre avec les lignes établies engageait nécessairement sur la voie du vichysme ou du collaborationnisme. Ainsi, quand Henri de Man, en 1940, prononce la dissolution du Parti ouvrier belge et découvre dans l'occupation allemande une sorte de divine surprise, une telle attitude ne serait que la *suite naturelle* de ses positions théoriques antérieures. En somme, les jeux sont faits dès 1927, l'année de son *Au-delà du marxisme* ; de Man est déjà dans le camp fasciste. De même pour Marcel Déat : qu'il fonde le R.N.P. fasciste en janvier 1941 n'est que l'aboutissement logique des propositions avancées dès 1930 dans ses *Perspectives socialistes* et, *a fortiori*, lors de la crise « néo » de 1933¹¹. Ainsi de suite. Cette

9. Préface de R. Girardet à l'étude de Z. Sternhell sur Barrès, *op. cit.*

10. S. Romano, « Le Fascisme », in Maurice Duverger (sous la direction de), *Dictatures et légitimité*, P.U.F., 1982.

11. Voir G. Lefranc, « Une scission malencontreuse : la scission "néo-socialiste" de 1933 », in G. Lefranc, *Visages du mouvement ouvrier français*, P.U.F., 1982, pp. 117-138.

Michel Winock
Fascisme à la française
ou fascisme introuvable ?

interprétation téléologique souffre malheureusement de toutes les exceptions qui en contredisent le sens. D'une part, elle néglige tous les autres itinéraires qui, des divers « révisionnismes », ont mené à la Résistance — comme c'est le cas d'un André Philip, d'un Robert Lacoste, voire d'un Mendès France. Pourquoi ces cas individuels, aux yeux de l'auteur, ne « changent(-ils) rien » ? Ils sont d'autant plus intéressants et significatifs que toute une part de l'idéologie de la Résistance s'abreuve aux sources de la critique antilibérale et antiparlementaire¹². Inversement, il faudrait nous donner la preuve *a contrario* que la fidélité aux principes de la République parlementaire aurait préservé ses défenseurs du ralliement à la Révolution nationale en 1940-1941 — période que privilégie Sternhell. Ce n'est pas cette preuve-là que les historiens de l'année 1940 nous fournissent¹³.

En fait, l'objection la plus nette qu'on peut faire au livre de Sternhell tient au genre historiographique dont il relève : une pure histoire des idées, censée suivre son mouvement propre et conséquent, hors de portée de l'évolution générale et sans relation directe avec les événements. Ceux-ci ne sont pourtant pas à prendre comme simples révélateurs ou catalyseurs d'idées en puissance ; ils sont aussi producteurs de changement et redistributeurs d'enjeux politiques et sociaux. De ce point de vue, il est frappant de constater la place ténue qu'attribue Sternhell à la Première Guerre mondiale dans la genèse du fascisme. Ce sont pourtant ces quatre années et demie de guerre qui provoquent l'un des plus grands bouleversements de l'Histoire : comment imaginer le triomphe du fascisme en Italie sans la guerre et la crise qu'elle provoque dans tous les rangs de la société civile et de l'État ? Et, tout autant, la naissance et la montée du nazisme ? Faut-il croire que tout était décidé avant la conflagration générale de 14-18 ? Ce qui est en place (et à une place encore modeste) avant la Grande Guerre, c'est une contestation culturelle de la philosophie des Lumières ; ce sont quelques formules dont les mouvements fascistes feront leur miel. Peu de chose encore en comparaison de la rupture sismique que représente le cortège de la guerre et de la « paix » qui suit : la fin des libertés publiques, l'ébauche des dictatures totalitaires, la libération des pulsions de mort, les souffrances inouïes, les espérances entretenues puis déçues, l'effondrement des monnaies, la révolution bolchevique, l'incendie révolutionnaire qui embrase l'Europe en 1919, la peur du communisme, l'essor de la contre-révolution, particulièrement dans ces pays d'ancien régime où s'instaurent des démocraties libérales sans racines... Et, devant l'amoncellement des cadavres, ce doute qui grandit sur la raison occidentale, ce pessimisme qui s'aggrave sur l'avenir de l'Europe, cette montée de l'irrationnel sur les ruines d'un continent suicidaire... La continuité de certains courants d'idées peut être observée ; elle semble dérisoire en comparaison de cette violence d'État déchaînée et des convulsions sociales qu'elle provoque, tout particulièrement dans ces classes moyennes qui seront en Italie et en Allemagne la proie désignée du fascisme et du national-socialisme.

Le fascisme a partie liée avec la guerre. Non seulement ses protagonistes en sont sortis imprégnés d'agressivité nationaliste, irrédentiste, impérialiste, mais le style de la guerre est le style du fascisme, qui en a pris les uniformes, les attitudes et les discours. « La véritable chance du fascisme, écrit René de Lacharrière, est venue d'une conjonction parfaite, alors réalisée, entre la militarisation de la politique intérieure qui

12. Sans évoquer de Gaulle, on sait que Léon Blum lui-même écrivait dans *À l'échelle humaine*, en 1941 : « Ce qui ne survivra probablement pas à l'expérience bourgeoise prolongée pendant plus d'un siècle, c'est le régime représentatif proprement dit, c'est-à-dire la délégation intégrale de la souveraineté populaire à la Chambre élue et sa concentration dans les Assemblées législatives. » Voir d'autres textes dans H. Michel et B. Mirkine-Guetzévitch, *Les Idées politiques et sociales de la Résistance*, P.U.F., 1954.

13. Voir notamment les remarques d'Yves Durand sur certains instituteurs laïques et la Révolution nationale, in *Vichy 1940-1944*, Bordas, 1972, pp. 89-90.

le caractérise et la guerre internationale qu'il se préparait à affronter. Cette conjonction impliquait la popularité d'une politique étrangère agressive¹⁴. » Il n'y a pas de fascisme pacifiste. Ce qui fait le plus défaut au fascisme français est justement ce manque d'agressivité martiale. Dans la France de Giraudoux, qui n'a pas d'ambition territoriale, qui a récupéré au prix le plus fort ses provinces perdues et qui est fière de son Empire colonial, il est entendu pour tout le monde que « la Guerre de Troie n'aura pas lieu ».

Une pure histoire des idées se révèle décevante, en ce qu'elle suit la logique des mots, sans pénétrer la résistance des choses ni la force des émotions individuelles et collectives devant l'événement. Histoire idéaliste aussi impuissante que le matérialisme marxiste à rendre raison du phénomène fasciste. Là, on réduisait celui-ci au simple produit de la stratégie défensive du grand capital. Ici, on veut en faire un système d'idées qui vivrait de sa vie propre et suivrait mécaniquement son destin déductif.

Si, dans le cas français, les seuls événements dignes de considération sont ceux de 1940-1941 — la chute de la III^e République, l'instauration de l'État français, la proclamation de la Révolution nationale —, alors il faut se demander s'ils trahissent seulement le fascisme — vrai ou supposé — qui minait la société et l'intelligentsia française depuis Barrès et Sorel. Outre que l'adhésion massive au maréchal Pétain tient moins — encore une fois — aux idées que celui-ci défend sous l'enseigne de la Révolution nationale qu'à une situation de fait catastrophique : la défaite, l'exode, l'armistice, le recours au Chef providentiel, il convient, dans le souci légitime de faire aux idées leur part, de les inventorier sans exclusive. L'esprit de l'armistice découle en partie des courants de pensée répertoriés par Sternhell — et le nouveau régime qui s'ensuit s'inspire bien de l'idéologie antidémocratique et antilibérale, sans prendre la forme résolument « fasciste » que la défaite et l'occupation lui interdisent. Mais dans cette crise de la conscience républicaine, il faudrait faire leur part aux autres facteurs intellectuels.

La résistance au fascisme, au cours des années trente, ne se confond pas avec la seule résistance à l'idéologie subreptice du fascisme intérieur ; elle est aussi, elle est peut-être surtout, résistance aux entreprises conquérantes des États fascistes. De ce point de vue, on peut s'étonner que Sternhell fasse si peu cas de la politique extérieure et de la vigilance variable démontrée par les divers groupes politiques français face à la véritable montée du fascisme — celui qui s'est déjà incarné dans un appareil d'État et aspire à plier les autres pays sous son empire.

Sous cet angle, les positions antérieurement définies se trouvent bousculées. N'est plus si « fasciste » qui le paraissait à première vue. Inversement, dans l'effondrement de la République parlementaire, on découvre des entrepreneurs en démolition que rien ne désigne comme fascistes. Autrement dit, il me paraît fondé que la politique défendue face au danger hitlérien a eu plus d'effet que les critiques du libéralisme et du marxisme ; que la résistance au nazisme dès 1933 défendait plus efficacement le régime républicain que la résistance aux divers révisionnismes.

Ainsi, parmi les agents de l'imprégnation fasciste, Sternhell cite Gustave Hervé et Emmanuel Mounier. Rien en commun. Mais tous deux ont été les censeurs, parmi d'autres, et de la démocratie parlementaire et du socialisme marxiste. Le premier, ancien champion de l'antimilitarisme révolutionnaire, évolue à partir de 1912 vers ce qu'il appelle lui-même le « socialisme national ». Tant dans *La Victoire*, son journal, qu'à travers les petits partis sans lendemain qu'il fonde entre les deux guerres, il flétrit « le régime des assemblées politiques », il prêche la collaboration des classes et la restauration de l'autorité... En 1935, il lance un appel en faveur de Pétain, le héros national « qu'il nous faut ». Or, malgré le coefficient élevé de profascisme qu'on est tenté de lui attribuer, force est de reconnaître la lucidité et la fermeté qu'il manifeste face au nazisme. Autant

14. René de Lacharrière, *La Divagation de la pensée politique*, P.U.F., 1972, p. 261.

Michel Winock
Fascisme à la française
ou fascisme introuvable ?

Hervé s'élève contre la politique intraitable que Poincaré inflige à la République de Weimar, autant il dénonce les entreprises extérieures de Hitler et le racisme de l'État nazi. En juillet 1940, Hervé se rallie à Pétain, qu'il avait appelé de ses vœux, mais apparemment sur un malentendu : en mai 1941, il se réfugie dans le silence¹⁵.

Rien n'est donc simple dans cette guerre des idées. Voir *Esprit*, la revue de Mounier. On peut y relever maintes ambiguïtés — et assurément un discours hostile à la démocratie (bourgeoise) et au parlementarisme (radical-socialiste) —, hostilité qui a pu contribuer, admettons-le, au moins dans l'univers des symboles, à la déstabilisation du régime. Mais, *malgré* ce discours, il serait judicieux de noter ce que fut l'attitude d'*Esprit* devant la guerre d'Éthiopie, face à la guerre d'Espagne, au moment du renoncement de Munich, contre la vague de xénophobie et d'antisémitisme dont la France est le siège en ces années de crise. Sur tous ces problèmes concrets, la revue de Mounier a pris position dans un sens qui engageait à la résistance au fascisme. Certes, Mounier n'évite pas le faux pas de 1940 ; il croit habile une politique « de présence » au sein de la Révolution nationale, à un moment où il s' imagine comme tant d'autres le sort de la guerre décidé. Encore faudrait-il mentionner qu'*Esprit* est frappé d'interdiction en juillet 1941 ; et que son directeur est incarcéré par la police de Vichy : sont-ce là des détails insignifiants ?

Non, rien n'est si simple. Pour compléter le tableau, il faudrait en venir aux défaillances propres, face au fascisme, des démocrates fidèles, des libéraux sans contestation et des marxistes orthodoxes. Examiner l'attitude de la droite libérale ou conservatrice qui, dans sa majorité, au moment du Front populaire, a préféré sauvegarder ses intérêts de classe plutôt que de rester fidèle à sa vocation nationale, face à Hitler. S'arrêter aux puissants courants pacifistes qui ont fait l'esprit munichois de la gauche non communiste. Sans oublier de prendre en compte aussi ce qui revient aux communistes : la guerre incessante qu'ils ont menée contre les socialistes jusqu'en juin 1934 et puis, au bout de cinq années d'antifascisme résolu, l'approbation qu'ils ont donnée au pacte germano-soviétique et la dénonciation de la guerre commencée contre l'Allemagne nazie comme « guerre impérialiste » : ce sont là aussi des mots et des actes qui ne contribuaient guère à la « défense républicaine ».

Ce ne sont pas Pareto ou Croce, Mosca ou D'Annunzio qui ont été en Italie les fourriers du fascisme. Assurément, leurs œuvres ont offert des justifications à la révolution/contre-révolution mussolinienne. Mais le fascisme ne s'est pas développé sur des livres ; il a pris forme sur les retombées de la grande vague révolutionnaire de 1919-1920. Il a fini par triompher en remplissant le vide laissé par un État libéral en voie de décomposition avancée, sans tuteurs légitimes, sans défenseurs décidés.

Au fond, Zeev Sternhell a déplacé le problème central du fascisme : sa conquête du pouvoir et la nature de l'État qu'il installe. À la recherche de l'idée platonicienne du fascisme, il s'interdit d'analyser les conditions de son avènement éventuel en France. Et pour cause, puisqu'il ne se produit pas. Tout le paradoxe de l'historien des idées est qu'il étudie l'idéologie fasciste dans ce pays où précisément elle ne triomphe pas, et donc où elle ne peut être altérée par les compromissions du pouvoir : là le fascisme est à l'état pur puisqu'il ne gouverne pas. Originalité de la démarche, limites de l'entreprise. Car aux origines du fascisme n'est pas le verbe mais, comme dit Mussolini, « l'action ». L'historien a renversé la perspective ; c'est son droit. C'est aussi peut-être son illusion.

Michel Winock.

15. Voir le mémoire de D.E.A. de Catherine Grünblatt, « Le Socialisme national de Gustave Hervé et de *La Victoire* 1916-1940 », Institut d'Études politiques de Paris, 1982.